

Provisoire

5 juillet 2013

Original: français

Conseil économique et social

Session de fond de 2013

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique provisoire de la 15^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le lundi 1^{er} juillet 2013, à 15 heures

Président(e): M. Osorio(Colombie)

Sommaire

Examen ministériel annuel: la science, la technologie et l'innovation au service de la promotion du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et les perspectives ouvertes par la culture en la matière (*suite*)

Exposés nationaux volontaires

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Examen ministériel annuel: la science, la technologie et l'innovation au service de la promotion du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et les perspectives ouvertes par la culture en la matière (suite)

Exposés nationaux volontaires

Le **Président** dit que depuis 2007, 53 pays ont présenté des exposés nationaux volontaires qui ont permis d'en savoir plus sur leurs bonnes pratiques et leur expérience à l'occasion du débat de haut niveau du Conseil. Ces exposés établissent un lien entre l'action au niveau national et les processus décisionnels internationaux, ce qui contribue à renforcer certains aspects normatifs et opérationnels des activités du système des Nations Unies en matière de développement. Ils pourraient être encore améliorés par un mécanisme de suivi des progrès supplémentaires accomplis dans l'application de certaines des recommandations issues du dialogue. Un cadre analytique normalisé et des réseaux régionaux de partage des connaissances rendraient l'examen plus profitable. Un renforcement de la participation des équipes de pays des Nations Unies au processus serait également souhaitable à l'avenir.

Le Président invite M. Manning (Président du Conseil d'administration de l'Institut d'études du développement du Royaume-Uni) à animer la présentation de l'exposé national volontaire du Pérou.

Pérou (E/2013/58)

M^{me} Triveño (Observatrice du Pérou), s'exprimant en sa qualité de Ministre de la production, dit que le PIB péruvien a augmenté en moyenne de 5,8 % par an entre 2000 et 2012, ce qui représente une hausse du PIB par habitant de 70,1 %, sous l'impulsion d'investissements privés, principalement dans le secteur minier, et d'un commerce international de produits de base dynamique. Au cours de la même période, la pauvreté s'est réduite de moitié. En dépit de cette croissance, la part du secteur industriel dans le PIB est restée pratiquement inchangée. Or les données montrent que plus un pays ou une région sont industrialisés, moins il y a de pauvreté. Dans le même temps, comparativement à d'autres pays, le Pérou compte très peu de dépôts de brevets par habitant, ce qui limite ses possibilités de développement industriel. Si le pays est relativement compétitif, il n'innove pas assez. Le Pérou n'investit que 0,14 % de son PIB dans la recherche-développement, contre 0,5 % en moyenne pour les pays d'Amérique latine et 2,2 % en moyenne pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces investissements proviennent très peu du secteur privé, et sont peu reliés à l'industrie. Les exportations reposent en grande partie sur les produits primaires et les ressources naturelles (80 %), rarement sur des produits à contenu technologique. Seulement 11 % des entreprises manufacturières se sont associées à des universités pendant la période 2009-2011 pour réaliser des activités d'innovation. Seulement 1,5 % des employés d'entreprises industrielles sont diplômés de l'enseignement supérieur, principalement en gestion et non dans des disciplines liées à l'innovation. La situation progresse cependant: les publications scientifiques et les dépôts de brevets augmentent depuis quelques années, et les entreprises, si elles investissent encore peu dans la recherche fondamentale, s'intéressent à l'innovation et se modernisent. Les politiques de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) s'accompagnent d'un effort important dans le domaine de l'éducation, notamment pour valoriser la carrière des enseignants, faire en sorte que les enfants soient en bonne santé dès le début de leur scolarité, améliorer la nutrition dans les écoles, offrir des bourses d'études et favoriser le retour des chercheurs péruviens expatriés. Par ailleurs, des fonds publics d'un montant total de 426 millions de dollars ont été mis en place pour aider les entreprises à améliorer leur compétitivité, et les investissements des entreprises dans la formation de personnel technique et la recherche-développement sont désormais reconnus à titre de dépenses par les autorités fiscales.

M. Kagawa (Japon), s'exprimant en sa qualité d'examineur, souligne le rôle déterminant des politiques en matière de STI dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des objectifs de développement durable. Les résultats obtenus par le Pérou sur le plan de la croissance et de la réduction de la pauvreté montrent la pertinence de son modèle. Le Japon mène un certain nombre de projets de coopération avec le Pérou, auquel il apporte notamment une aide dans le domaine des infrastructures pour l'énergie et l'innovation, la gestion des déchets solides, le développement dans la région d'Amazonas, et l'amélioration des équipements servant à la gestion des catastrophes. M. Kagawa souhaiterait des précisions sur les mesures prises pour remédier au faible niveau de recherche-développement dans le secteur privé et les secteurs d'activité auxquels le Pérou entend donner la priorité.

M. Almeida (Brésil), s'exprimant en sa qualité d'examineur, aimerait des précisions sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'accès à l'éducation de base, la santé des femmes enceintes et la lutte contre des maladies comme le VIH/sida et le paludisme.

M^{me} Cousens (États-Unis d'Amérique), s'exprimant en sa qualité d'examineur, s'enquiert des réformes qui seraient nécessaires dans l'enseignement secondaire et l'enseignement professionnel pour accroître la productivité et soutenir la transition vers une économie de la connaissance. À propos des centres pour l'innovation technologique, mentionnés dans le rapport de l'État partie, elle demande des précisions sur la façon dont ces centres interagissent avec le secteur privé et le secteur éducatif pour promouvoir l'innovation. Elle souhaite également savoir de quelle façon le Pérou repère les secteurs où ce pays dispose d'un avantage concurrentiel de façon à y accentuer ses efforts en matière de STI.

M^{me} Triveño (Observatrice du Pérou) dit que pour soutenir l'engagement des entreprises dans la recherche et l'innovation, outre la reconnaissance des dépenses de recherche-développement et de formation professionnelle, une mesure accordant des crédits d'impôt aux entreprises qui forment des techniciens a été adoptée récemment. En ce qui concerne le choix des secteurs de compétitivité, à titre d'exemple, le Pérou produit un fruit à très forte teneur en vitamine C, le fruit du *myrciaria dubia*, dont les exportations vers le Japon sous forme de pulpe sont importantes, mais il ne dispose pas du savoir-faire et des moyens de recherche-développement permettant à un pays comme le Japon de fabriquer des extraits pour l'élaboration de produits alimentaires à plus forte valeur ajoutée. C'est le type de secteur que le Pérou souhaite développer compte tenu de ses ressources naturelles.

La politique menée en faveur des femmes enceintes consiste en des transferts monétaires sous condition d'effectuer les contrôles médicaux indispensables pendant la grossesse, une aide étant fournie également à celles qui reprennent un travail après la grossesse. Les centres d'innovation technologique ont pour objet, d'une part, de permettre à l'État d'investir dans certaines recherches susceptibles d'être transférées par la suite au secteur privé et, d'autre part, de fournir des services de normalisation et d'accès à certains types d'équipements dont ne disposent pas les petites unités de production. Dans le secteur du bois, par exemple, les entreprises des régions productrices ne disposent pas de fours de séchage et ne sont donc pas en mesure de fabriquer des produits à plus forte valeur ajoutée à partir de cette matière première. Dans le domaine de la normalisation, l'accent est mis sur des projets qui ont des effets multiplicateurs; des ressources publiques ont été ainsi investies pour faire breveter un procédé de fabrication de surimi à partir de calamar géant (pota) susceptible d'être appliqué à d'autres variétés de mollusques.

Le Président invite M. Amin, Directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, à animer la présentation des exposés nationaux volontaires du Viet Nam et du Nigéria.

Viet Nam (E/2013/79)

M. Nguyen The Phuong (Observateur du Viet Nam), s'exprimant en sa qualité de Vice-Ministre de la planification et de l'investissement, dit qu'au cours des dix années précédentes, son pays a enregistré un taux de croissance moyen de son PIB de 6,4 %, ce qui lui a permis de sortir du groupe des pays à faible revenu. Le Viet Nam a atteint la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement. Il a notamment réduit le taux de pauvreté de moitié dès 2002 et a assuré l'éducation primaire pour tous dès 2000. L'inégalité entre les sexes dans l'accès à l'éducation a été éliminée pendant la période 2006-2010, et des progrès considérables ont été accomplis en matière de diminution de la mortalité infantile et d'amélioration de la santé maternelle. Dans le domaine de la protection de l'environnement, le Viet Nam s'est activement employé à mettre en œuvre le programme Action 21. Les efforts déployés dans les domaines de la science et de la technologie ont été pour une part importante dans l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de son économie, ainsi que dans les progrès réalisés dans tous les domaines auxquels se rapportent les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Viet Nam met un accent particulier sur la science, la technologie et l'innovation. Il en a fait une priorité nationale et l'un des principaux axes de sa stratégie de développement socioéconomique pour 2011-2020. De nombreux programmes ont été mis en place, et chaque année plus de 2 % du budget de l'État est consacré à la science et à la technologie. Le Viet Nam a également mis en place un cadre juridique visant à promouvoir la science, la technologie et l'innovation, cadre constitué notamment par la loi relative à la science et à la technologie, la loi relative au transfert de technologie et la loi relative à la propriété intellectuelle. Les sciences appliquées et la technologie ont contribué à faire passer le Viet Nam d'un pays importateur de denrées alimentaires à l'un des principaux exportateurs de nombreux produits agricoles de première importance tels que le riz, les produits de la mer et le café. Le Viet Nam tire également parti des possibilités offertes par la science et la technologie dans les domaines des soins de santé, de l'éducation et de l'environnement, en particulier pour réaliser les OMD correspondants. Cependant, il accuse encore un certain retard par rapport à d'autres pays, le développement de la science et de la technologie n'y ayant pas été suffisant pour répondre aux besoins nés de la croissance économique. Le taux d'investissement par habitant dans la science et la technologie est encore relativement bas et le pays manque de chercheurs et de personnel très qualifié. Le Viet Nam reste néanmoins déterminé à honorer tous ses engagements touchant aux objectifs du Millénaire pour le développement, et ce, malgré les nombreuses difficultés auxquelles il fait face, notamment les conséquences des changements climatiques et de l'élévation du niveau de la mer, phénomènes auxquels il est particulièrement exposé et qui sont une cause importante de pauvreté. Il souhaite, à cet égard, bénéficier de l'appui de la communauté internationale et intensifier sa coopération avec elle en vue de progresser dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement.

M^{me} Kittavong (Observatrice de la République démocratique populaire lao), s'exprimant en sa qualité d'examinateur, salue les progrès remarquables réalisés par le Viet Nam dans l'optique des objectifs du Millénaire pour le développement, grâce à un certain nombre de stratégies, politiques et programmes judicieux. Au nombre de ceux-ci figurent des programmes et politiques de réduction de la pauvreté et des politiques macroéconomiques qui ont créé de très nombreux emplois et ont sorti des millions de personnes de la pauvreté, des politiques et programmes nationaux qui ont permis de garantir l'accès universel à l'enseignement primaire et de mettre en place des infrastructures scolaires dans les régions montagneuses reculées, des programmes visant à promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre du développement socioéconomique et des programmes destinés à assurer la viabilité écologique de la croissance socioéconomique. En ce qui concerne plus particulièrement la science et la technologie, le Gouvernement vietnamien entend leur faire jouer un rôle moteur dans la promotion de la croissance et le développement social, comme en témoigne la mise en place du Programme national

en faveur de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie pour 2011-2015, du Programme national de développement des hautes technologies d'ici à 2020 et de la stratégie de développement des sciences et des technologies pour 2011-2012. Malgré les succès considérables qu'il a enregistrés dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le Viet Nam doit surmonter un certain nombre de difficultés, notamment le fait qu'un grand nombre de ménages risquent de retomber dans la pauvreté. Il serait intéressant, à cet égard, d'avoir de plus amples renseignements sur la manière dont le Gouvernement entend remédier à ce problème à long terme. Enfin, la protection de l'environnement et les changements climatiques figurant parmi les problèmes les plus pressants qui se poseront dans les années à venir et dans le cadre des efforts visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, la République démocratique populaire lao suggère au Viet Nam d'intégrer les principes du développement durable dans ses politiques et programmes et de prendre en compte les questions liées aux changements climatiques dans les principaux domaines sur lesquels portent ses efforts de développement.

M. Yoo Yeonchul (République de Corée), s'exprimant en sa qualité d'examineur, dit que le Viet Nam est l'un des pays qui a connu les succès les plus éclatants aux cours des dernières années. Son passage dans le groupe des pays à revenu intermédiaire en 2010 témoigne de la forte mobilisation de son gouvernement et de son peuple en faveur du développement du pays. Cependant, un certain nombre d'obstacles sont susceptibles de freiner ce développement, en particulier les inégalités entre les régions et les communautés, le manque d'infrastructures, la dégradation de l'environnement et les lacunes de la gouvernance. En matière de coopération pour le développement, la République de Corée adapte ses politiques au pays concerné et a à cœur de partager l'expérience qu'elle a acquise. Ainsi, elle collabore avec les autorités vietnamiennes à la mise en place, dans les régions rurales reculées ou au sein de communautés minoritaires, de programmes de développement complets portant sur la santé, l'éducation et la réduction de la pauvreté. Enfin, la République de Corée partage l'avis du Viet Nam selon lequel la science et la technologie sont des vecteurs essentiels de développement et de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Aussi, elle collabore à la création d'un institut vietnamien des sciences et des technologies afin de renforcer les capacités du pays en matière de recherche pluridisciplinaire, laquelle est indispensable à l'acquisition de compétences scientifiques et technologiques qui permettront de stimuler la croissance.

M. Juthá (Observateur du Mozambique), s'exprimant en sa qualité d'examineur, salue les progrès remarquables accomplis par le Viet Nam dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des politiques adaptées, et ce dans un contexte de crise économique et financière mondiale. Le Mozambique souhaiterait profiter de l'expérience acquise par le Viet Nam et échanger avec lui des informations sur les pratiques les plus recommandables, les deux pays faisant face à des difficultés très similaires, notamment en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté. Il compte en particulier intensifier l'action menée dans les domaines de l'agriculture et des télécommunications, afin d'aider les populations pauvres à tirer parti des technologies disponibles. Enfin, eu égard à l'échéance de 2015, il encourage le Viet Nam à accélérer la mise en œuvre des programmes visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

M. Amin (Animateur), jugeant inhabituel pour un pays d'avoir un cadre juridique régissant la science et la technologie, souhaiterait de plus amples précisions à ce sujet et demande si cet élément pourrait jouer un rôle moteur dans le développement. Il serait également intéressant d'avoir des précisions sur le cadre juridique vietnamien relatif à la propriété intellectuelle. S'agissant de la forte vulnérabilité du Viet Nam aux effets des changements climatiques, M. Amin invite le représentant de ce pays à indiquer de quelle manière le Viet Nam y fait face et quel est le rôle joué par la science et la technologie à cet égard. La délégation vietnamienne pourrait également donner des indications sur les mesures prises pour remédier aux problèmes d'infrastructures que connaît le pays.

M. Nguyen The Phuong (Observateur du Viet Nam), dit que son pays est l'un des plus touchés par les effets des changements climatiques et par l'élévation du niveau de la mer. Tous les ans, de nombreuses catastrophes naturelles sapent les efforts de réduction de la pauvreté et nuisent au développement de l'agriculture. Pour y faire face et pour réduire les inégalités de développement, le Gouvernement met en œuvre le Programme national de réduction durable de la pauvreté pour 2011-2015, qui est axé sur les régions les plus touchées par les effets des changements climatiques et les catastrophes naturelles, telles que les régions montagneuses du nord-ouest, les hauts plateaux du centre et le delta du Mékong. Ce programme vise en particulier à fournir une assistance aux groupes les plus vulnérables de ces régions et aux minorités ethniques. S'agissant du cadre juridique relatif à la science, à la technologie et à l'innovation, M. Nguyen The Phuong explique que tous les aspects des activités pertinentes, allant de la recherche à l'application des techniques mises au point, sont visés. Quatre domaines d'action prioritaires ont été définis, soit la biologie, l'automatisation, les nouveaux matériaux ainsi que l'information et la communication. Les lois relatives à la propriété intellectuelle, au transfert de technologies et à l'innovation facilitent et appuient le développement social et économique et sont pour une part dans la croissance des dernières années, laquelle permet de disposer des ressources nécessaires pour réduire la pauvreté. En ce qui concerne les infrastructures, la Stratégie de développement pour 2011-2015 fixe trois axes d'action prioritaires: le renforcement et le développement du cadre institutionnel en vue d'en améliorer l'efficacité, la mise en place d'un vaste système intégré d'infrastructures et la mise en valeur des ressources humaines.

Nigéria (E/2013/64)

M^{me} Gbeneol (Nigéria), s'exprimant en sa qualité d'Assistante spéciale auprès du Président, expose les progrès accomplis par le Nigéria dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, s'agissant de la lutte contre la pauvreté, de l'universalisation de l'enseignement de base, de la parité, de la lutte contre la mortalité infantile et maternelle, de la lutte contre le VIH/sida et le paludisme, de l'eau et de l'assainissement, ou encore du partenariat mondial pour le développement. Les principaux éléments moteurs de la réussite du pays sont l'amélioration des politiques, de la scolarisation, des résultats économiques et de la coopération intersectorielle, et l'adaptation de la science, de la technologie et de l'innovation au service desdits objectifs. Les obstacles majeurs ont été les disparités dans l'engagement des hauts responsables, la faible participation des bénéficiaires ou encore les effets des changements climatiques.

Dans l'affectation des bénéfices tirés de l'allègement de la dette et des subventions conditionnées, les autorités se sont efforcées d'atteindre les personnes qui en ont le plus besoin. Elles ont eu recours à la science, à la technologie et à l'innovation pour cartographier la pauvreté dans le pays, dresser un inventaire des installations de base et évaluer les besoins, afin de mieux cibler les interventions. Le secteur des télécommunications a été libéralisé. Tous les moyens techniques et scientifiques ont été exploités pour remédier à la sécheresse, aux inondations et autres catastrophes naturelles. L'industrie cinématographique florissante est, elle aussi, soutenue par des fonds publics.

M. Simataa (Observateur de la Namibie), s'exprimant en sa qualité d'examineur, salue les résultats notables du Nigéria au regard des objectifs du Millénaire pour le développement, et tout particulièrement ceux marqués dans le domaine de la santé (mortalité maternelle et infantile), ainsi que les stratégies novatrices de financement mises en place à cet égard. Les interventions du Nigéria sont conformes aux priorités à l'ordre du jour du continent africain, énoncées dans le plan global d'action pour la science et la technologie du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et les difficultés rencontrées sont celles de nombre de pays africains. La qualité très insuffisante de l'enseignement des mathématiques et des sciences, aggravée par la faiblesse des infrastructures dans ces domaines, explique la pénurie de chercheurs et de scientifiques.

Les systèmes nationaux d'innovation à l'échelle du continent pourraient bien être le moyen d'y remédier. Le Nigéria affiche la volonté et l'engagement politiques voulus pour surmonter les difficultés et faire profiter ses nations sœurs, telles que la Namibie, de sa réussite exemplaire.

M. Shearman (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), s'exprimant en sa qualité d'examineur, dit que son pays est résolu à continuer de soutenir le Nigéria dans le cadre de la coopération bilatérale très étroite en place. La taille, le dynamisme et les caractéristiques de ce pays font que les progrès qui y sont marqués revêtent une importance particulière et doivent être maintenus, voire accélérés, s'agissant de l'eau et de l'assainissement en particulier. M. Shearman demande des précisions sur les enseignements tirés de la réussite dans le secteur des télécommunications, que le Nigéria pourrait appliquer à d'autres secteurs importants pour le développement social, économique et environnemental, par exemple à l'agriculture. Il souhaite également savoir quels moyens le Nigéria compte mettre en œuvre pour renforcer la fiabilité des données statistiques nationales. Il s'enquiert de la façon dont les résultats obtenus dans un État sont exploités et répercutés dans tous les autres États de la fédération, ainsi que des mesures prises pour remédier de façon durable aux causes de la pauvreté, y compris aux catastrophes naturelles, aux pressions environnementales et à l'insécurité. Enfin, il demande quels sont les moyens envisagés pour régler différentes questions relevant de la culture et des comportements comme le mariage précoce et la préférence donnée à l'éducation des garçons.

M. Amin (Animateur) s'enquiert de la logique qui sous-tend la nouvelle orientation donnée à la stratégie nationale en matière d'énergie, désormais axée sur les énergies renouvelables plutôt que sur le pétrole. Relevait la progression spectaculaire de l'accès aux services téléphoniques dans le pays, il demande comment le Gouvernement nigérian conçoit l'innovation dans le domaine des télécommunications comme pouvant devenir le moteur de la croissance future de l'économie nationale. M. Amin souhaite savoir si l'industrie cinématographique a réellement le pouvoir de faire évoluer les comportements et de sensibiliser aux difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, ou si elle ne relève que du divertissement.

M^{me} Gbeneol (Nigéria) dit qu'il a été décidé de diversifier la production nationale, qui reposait uniquement sur le pétrole, et de recourir aux innovations scientifiques et technologiques pour développer l'agriculture et donner à la population, grâce à l'énergie solaire, des moyens écologiquement rationnels de dégager des revenus. Le secteur des télécommunications, en plein essor, a fourni des emplois en grand nombre. Il est aussi vecteur de progrès: le Ministère fédéral de l'agriculture, par exemple, communique par SMS aux agriculteurs le site le plus proche où se procurer des semences et des engrais de qualité. L'industrie du film vidéo est bel et bien utilisée pour véhiculer les messages de santé publique; créatrice d'emplois pour les jeunes, elle contribue à la lutte contre la pauvreté et, partant, à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Bureau national de statistique, doté des fonds voulus, produit des données très fiables et exploitables. Enfin, les mécanismes publics d'examen par les pairs du Forum des gouverneurs du Nigéria permettent de mettre en commun les bonnes pratiques et de rechercher ensemble, lors des réunions qui se tiennent chaque mois, les moyens de progresser de concert et de combler les disparités entre régions.

La séance est levée à 18 h 5.